

Une crise formidable surgit à la première session du gouvernement Lafontaine-Baldwin qu'on a appelé: "le grand ministère." Ces derniers, désireux de réparer l'injustice consommée dix ans auparavant envers le Bas-Canada, proposent un bill pour indemniser tous ceux qui dans cette province ont souffert de la rébellion de 1837-38. Vous n'avez pas oublié que semblable loi a été votée en faveur du Haut-Canada, et que le cabinet Viger-Draper, par une indigne faiblesse, a refusé aux Canadiens du Bas-Canada la même mesure de justice. Malgré les protestations violentes des tories, dirigés par Sir Allan McNab et John McDonald, plus tard Sir John McDonald, la nouvelle loi réparatrice est votée par les deux Chambres et sanctionnée par le gouverneur. L'émeute gronde dans les rues et des violences inouïes éclatent sur le parquet de la Chambre. Des députés provoquent en duel certains de leurs collègues, et Morin, président de l'Assemblée législative, est obligé de confier les récalcitrants à la garde du sergent d'armes.

Lafontaine est brûlé en effigie à Montréal, sa demeure incendiée. McNab et McDonald profèrent contre lui et Lord Elgin les injures les plus basses. "Le défi est jeté, écrit un journal tory, et il faut que l'une des deux races, la saxonne ou la française disparaisse du Canada." Une autre feuille montre encore plus de fanatisme: "La province sera inondée de sang plutôt que de permettre aux Canadiens-Français de jouir du pouvoir." Les ministres pourtant, n'introduisent pas un principe nouveau dans la législation. Ils ne font qu'appliquer au Bas-Canada les bénéfices de la loi votée par les tories en 1845. Ceux-ci parlent du pillage des deniers publics pour récompenser des rebelles, mais, n'ont-ils pas eux-mêmes en 1839, encouragés le vol du revenu du Bas-Canada, en votant l'Acte d'Union, grâce auquel les marchands rebelles de Toronto paient leurs dettes à Londres avec l'argent des Canadiens-Français de Québec? Non, le fanatisme reste sourd au raisonnement. Les tories pétitionnent pour que le bill d'indemnité soit réservé à la sanction de la reine. Mais, Lord Elgin, avec une largeur d'esprit et une fermeté rares, refuse ce compromis et sanctionne immédiatement la loi. Le jour même, les tories, qui se sont réunis sur le champ de mars, y prononcent des harangues séditeuses et viennent susciter l'émeute dans la bâtisse même du Parlement. Ils insultent le gouverneur, lui jettent, à lui ainsi qu'aux officiers de son état-major, des pierres et des œufs gâtés, lancent des pierres dans la salle des délibérations, s'emparent de la masse d'armes et mettent le feu au Parlement quand les députés sont encore dans la salle des débats.

Un incident remarquable se produit alors. Comme les balles et les pierres trouvent les fenêtres de l'hôtel du gouvernement, et que la fumée envahit la salle où siègent les députés, ceux-ci, affolés veulent s'enfuir. Morin, impassible au fauteuil présidentiel, drapé dans sa toge, comme un sénateur romain stoïque devant la mort, se lève et s'écrie d'une voix calme: "Order, order, gentlemen." Et, malgré le danger pour sa vie, il se rassied tranquillement: "Il n'y a pas de motion